

Le mécénat a de l'avenir dans le spectacle

L'érosion des aides publiques oblige artistes et festivals à trouver des financements privés. L'idée séduit de plus en plus d'entreprises, dans une région en pointe sur le mécénat culturel.

Enquête

« En 2006, le festival fonctionnait avec 30 % de financements propres et 70 % de subventions. En 2016, le rapport s'était inversé : 71 % et 29 % ». Gérald Chabaud, directeur des Escalades de Saint-Nazaire depuis deux ans, résume un scénario devenu familier aux artistes et à leurs programmeurs, désormais astreints à « un modèle économique à l'anglo-saxonne ».

Car même dans les communes ou départements de gauche où l'on jurait qu'« on grand jamais on ne toucherait à l'argent de la culture, il a fallu se rendre à la raison économique : la baisse des dotations d'État a obligé à d'autres choix budgétaires. Salles de spectacles et événements artistiques ont ainsi appris à diversifier leurs financements et dénicher la manne privée, notamment par le biais du mécénat. En échange du don de l'entreprise, financier ou en nature, l'organisateur fournit une contrepartie : en général une mise en valeur de la société, des entrées gratuites et/ou un accueil privilégié pour les clients, salariés ou fournisseurs, avec réception, visite des coulisses, places confortables... »

« Ça porte ses fruits mais c'est plus lent que prévu », concède Gérald Chabaud qui a tout de même pu s'attirer les faveurs d'un « poids lourd » de la région, Airbus. Un autre, le loueur France cars, lui fournit les véhicules nécessaires à un festival. À

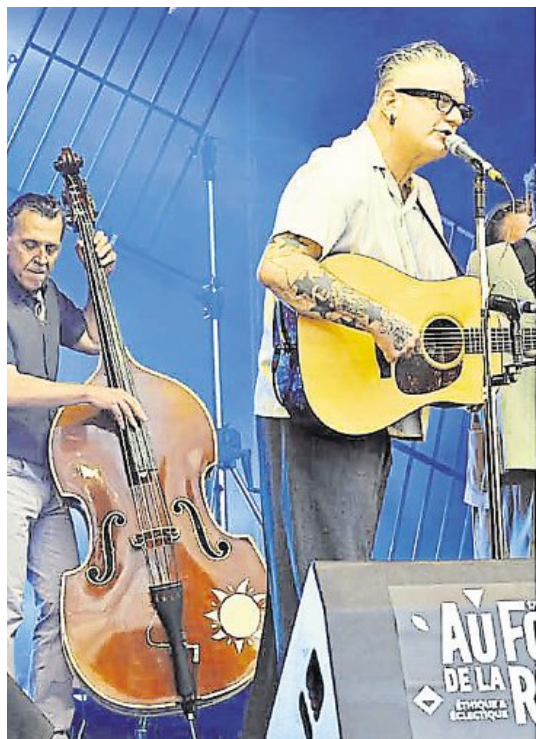
chacun ses recettes.

Les voisins du Théâtre, la scène nationale de Saint-Nazaire, ont constitué dès 2012 un club de mécènes. Tout comme, par exemple, l'Europa jazz festival du Mans et des mastodontes de la culture comme l'Orchestre national des Pays de la Loire (ONPL) et son club d'entreprises Concerto, où le poids financier des mécènes va croissant. Ou encore les Vendéens de Poupert, à Saint-Malo-du-Bois qui fidélisent 18 mécènes pour un montant que Jean-Marie Poirier, vice-président du festival juge « significatif ».

Combien ? « Les recettes liées au mécénat représentent en moyenne 3 % des ressources », révélait en 2015 une étude du Pôle régional de coopération pour les musiques actuelles (Le Pôle), portant sur neuf festivals des Pays de la Loire. Avec des exceptions à 8 %, comme Au foïn de la rue (rock/chanson, 14 500 entrées). Une performance pour ce festival de Saint-Denis-de-Gastines, 1 600 habitants en Mayenne, récompensé pour ses efforts reconnus en matière d'accessibilité aux publics handicapés.

Dur pour les petites structures

Le challenge reste compliqué pour les petites structures et artistes émergents, qui ne disposent pas d'un responsable dédié au mécénat. Difficulté prise en compte par le Fonds de dotation Mécènes pour la musique,



De gauche à droite, Sanseverino au festival mayennais Au foïn de la rue. Le festival Europa jazz du Mans a lui aussi son club de mécènes. Le festival vendéen de Poupert fidélise 18 mécènes.



lancé en 2016 par Le Pôle avec le soutien de la SNCF. Un nouvel appel à projets est lancé cette année pour des aides 4 500 à 10 000 €.

C'est la somme remportée par le groupe nantais After the bees l'an passé. « Cela nous a permis de financer leur création : acheter le matériel, rémunérer les artistes pendant les répétitions, réaliser la pla-

quette, la vidéo de présentations, le décor... Un an et demi de travail, détaille Michel Audouard de LMP

musique, leur développeur. Sans ce mécénat, nous n'aurions pas pu, ou alors avec des artistes travaillant

bénévolement, au détriment de leur vie personnelle. » Jean DELAUAUD.

En Anjou, le patron de Marty sports joue collectif

Témoignages

« Militant de l'entreprise avec un grand E » et du mécénat de proximité, Stéphane Martinez l'est à double titre. Comme président et cofondateur de Mécène et Loire, fondation initiée par la CCI du Maine-et-Loire en 2007, qui a consacré depuis sa création 1,3 million d'euros à la réalisation de 187 projets, en particulier culturels. Et aussi comme patron, avec son frère Laurent, de Marty sports, 47 salariés en Anjou, spécialisée dans le matériel sportif. En tant que tel, il contribue au premier chef à Mécène et Loire, à hauteur de « 10 000 € par an ».

Comme la plupart de ses collègues mécènes, il s'agit pour lui d'une démarche « désintéressée » en dépit de l'avantage de la défiscalisation. « Dans le mécénat, la première des choses, c'est de donner sans retour, c'est l'intérêt général. Le fait de faire du mécénat collectif



Stéphane Martinez, chef d'entreprise et président de Mécène et Loire.

permet d'aller sur des projets plus ambitieux jusqu'à 30 ou 40 000 €. C'est gratifiant pour nous et pour le territoire, où nous jouons un rôle social en dehors du fait de faire travailler des personnes. »

Mécène et Loire est en outre atten-

tif à ce que les contreparties bénéficient aux salariés.

Autre patron angevin, lui aussi mécène, Hervé Fillon dirige Strego, cabinet d'expertise comptable d'un millier de personnes sur une cinquantaine de sites. Premier président de la fondation Mécène et Loire, il a pris les rennes du « Pôle mécénat » des Pays de la Loire (lire par ailleurs), créé une fondation d'entreprise destinée aux jeunes ainsi qu'une galerie d'art réservée aux artistes locaux. « Par notre taille on a pensé qu'il était important de participer à l'animation culturelle de la ville où on est nés et de celles où est implantés. »

Hervé Fillon ajoute : « On sort l'entreprise de son carcan économique pour la faire aller dans la ville et inversement, et la culture de son environnement, de sa logique, de sa langue, pour aller voir ce qui se passe dans les entreprises. Jusqu'à présent, c'était plutôt l'affrontement que la complémentarité. »

Le mécénat en hausse, la région en pointe

Une sur cinq

Dans la région, 21 % des entreprises sont engagées dans le mécénat, culturel ou autre, soit une sur cinq. Contre 14 % au plan national. C'est l'un des résultats d'une étude menée par l'Admical (association pour le développement du mécénat industriel et commercial) et le Pôle mécénat des Pays de la Loire. Celui-ci vise à promouvoir le mécénat et à favoriser les échanges entre acteurs associatifs, publics et économiques en région. Il regroupe chambres de commerce, experts-comptables, notaires, avocats, Fondation de France, Fondation du Patrimoine, Mécène et Loire, l'Admical et la Direction régionale des affaires culturelles.

Culture et patrimoine en tête

Toujours selon cette étude, présentée hier à La Roche-sur-Yon, le sport est le domaine le plus souvent choisi (62 %) par les entreprises. Mais c'est la culture et le patrimoine qui se partagent la plus grosse part du budget (37 % contre 15 % à l'échelle nationale). C'est un mécénat plus souvent financier (69 %) qu'en nature (29 %). En France, les sommes consacrées au mécénat sont passées de 2,8 à 3,5 milliards d'euros de 2015 à 2013.

Les freins au mécénat

Les entreprises qui ne pratiquent pas le mécénat avancent, comme première raison, le manque de moyens financiers (33 %). Au chapitre des

progrès à réaliser, Louis Bergès, ex-directeur régional des affaires culturelles, constatait fin 2016 que « beaucoup de grandes entreprises régionales préfèrent financer l'Opéra Garnier ou Versailles, parce que ça fait mieux pour leur image ».

60 %

La part du don que l'entreprise mécène peut défiscaliser (loi Aillagon 2003). La contrepartie est limitée à 25 % de la somme initiale. Exemple : pour un don de 1 000 €, la société économise 600 € d'impôt et peut recevoir pour 250 € de contrepartie. Reste à sa charge, 150 €. Montant maximum du don : 0,5 % du chiffre d'affaires.

Le Vendéen Rideau a 200 postes à pourvoir

En plein essor, le groupe Gustave Rideau (vérandas, campings, mobil-home, abris de piscine) lance une campagne de recrutement. Commercial, production, administratif... L'offre est large.

Pourquoi ? Comment ?

C'est quoi le groupe Rideau ?

C'est une entreprise familiale créée en 1975 à Vairé, en Vendée. Rideau a construit sa notoriété grâce à son activité véranda (conception, fabrication et pose), qui est sa marque historique. Depuis, le groupe s'est diversifié dans le mobil-home, les abris de piscine et les campings. Aujourd'hui, il compte 600 salariés. En 2016, son chiffre d'affaires était de 113 millions d'euros. Le siège social est situé à La Roche-sur-Yon. Rideau compte des antennes à Venansault et Saint-Mathurin. « On a un groupe consolidé qui a la chance de connaître une croissance constante. Pour accompagner notre développement, on lance donc une campagne de recrutement », explique Benoît Cerqueus, directeur général de mobil-home Rideau.

Quel type de profils recherche le groupe ?

Rideau a 200 postes à pourvoir en emplois saisonniers, CDI, CDD ou en apprentissage. Commerciaux, administratifs, électriciens, plombiers, menuisiers, agents de production... Tous les profils sont concernés. « Certains postes sont à pourvoir de façon immédiate, notamment sur les métiers de l'hôtellerie de plein air », indique Aline Audor, responsable marketing communication. Le groupe dispose de quatre campings : deux sur le littoral vendéen (aux Sables-d'Olonne et à Brém-sur-Mer) et deux dans les



Rideau a construit sa notoriété grâce à son activité véranda. Depuis, le groupe s'est diversifié dans le mobil-home, les abris de piscine et les campings.

Pyrénées-Orientales. « L'ouverture de sites aux vacanciers se fera dès le 1^{er} avril. Les postes ouverts au recrutement sont dans le domaine de l'animation, des activités bar, restauration, accueil, ménage, entretien, surveillant de baignade... »

Comment postuler ?

Il faut aller sur les sites internet des différentes activités du groupe : www.verandarideau.com ; www.abri-piscine-rideau.com ; www.mobilhome-rideau.com ; www.cybelevacances.com. Le samedi 4 mars, Rideau or-

ganise aussi un forum de l'emploi à La Roche-sur-Yon, de 10 h à 15 h. Il se déroulera à l'hôtel Mercure, boulevard Aristide-Briand, soit en plein centre de La Roche-sur-Yon. « Les rencontres avec les recruteurs du groupe se feront simplement, sans rendez-vous et sous la forme d'un mini-entretien. Il suffit d'apporter un CV, détaille Benoît Cerqueus. Que les candidats soient spécialisés ou qu'ils souhaitent changer de voie, la priorité sera accordée à la qualité du profil et à sa motivation plus qu'à sa formation initiale. »

Les emplois proposés sont-ils tous en Vendée ?

Pas forcément. Outre les campings des Pyrénées-Orientales, Rideau dispose de concessionnaires commercialisant les produits de la marque sur tout le territoire français. « On recherche activement des commerciaux en Ile-de-France, dans l'Ouest et le Sud et des poseurs et métreurs dans toute la France, glisse Benoît Cerqueus. Si quelqu'un veut travailler à Marseille ou à Lille, chez nous, il le peut. »

David DUPRÉ.

Le noyé de La Daguenière a-t-il été tué ?

Enquête classée après la découverte de son corps, en 2009. Mais des confidences ont mis les gendarmes sur la piste d'un trio.

Ils demandent à sortir de prison. Trois hommes doivent comparaître, ce mercredi matin, devant la chambre de l'instruction de la cour d'appel d'Angers. Rattrapés par une affaire ancienne : la mort mystérieuse d'un trentenaire de Trélazé, retrouvé dans un fossé, en 2009.

Étrange coïncidence. Le corps sans vie avait été découvert, il y a sept ans presque jour pour jour, le lundi 16 février. Il gisait dans l'eau de l'Authion. Un agriculteur était tombé dessus, à La Daguenière, commune des bords de Loire, sur la route touristique entre Angers et Saumur. Appel à témoins, autopsie...

Les gendarmes avaient rapidement conclu à la mort par noyade d'un homme connu pour ses tendances suicidaires. La Ford Escort blanche du défunt avait été retrouvée, quelques jours plus tard, à deux kilomètres de là.

Affaire classée. Jusqu'aux indiscretions, courant 2013, d'un homme. Qui a bien entendu parler de cette histoire. Les confidences qu'il a recueillies racontent un tout autre scénario : celui d'un trio, trois hommes

d'une vingtaine d'années, qui aurait volé la voiture du noyé trélazéen. Et aurait commis des violences sur la victime.

Les gendarmes de la section de recherches d'Angers entament alors une course contre le temps et l'inéluctable érosion sur les preuves. Ils vérifient d'abord que cette thèse est compatible avec les conclusions de l'autopsie. Ce qui est le cas. Ils recourent ensuite les éléments. Jusqu'à se forger une conviction et à convaincre, enfin, un juge d'instruction d'ouvrir, en 2015, une information judiciaire des chefs de meurtre et de vol.

Les trois suspects sont interpellés il y a quinze jours, mi-février 2017. Au moment précis du macabre anniversaire. Ils reconnaissent le vol de voiture, pas les violences. D'ailleurs, ils assurent ne pas avoir rencontré la victime. Une version qui n'explique pas pourquoi ni comment le véhicule de l'intéressé a été retrouvé sur la route qui va de chez lui à Trélazé, à l'endroit où il a été découvert, à La Daguenière.

Josué JEAN-BART.

29 800

Les logements autorisés à la construction entre février 2016 et janvier 2017 en Pays de la Loire, soit une hausse de 27,4 % par rapport aux 12 mois précédents. C'est la plus forte croissance des 15 dernières années. La région est la plus dynamique pour le taux de croissance des autorisations. Source Dreal.